Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arrêté n° AE-F09315P0217 du 10/11/2015
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu le code forestier, notamment ses articles L341-1 et L341-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 3 août 2015 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09315P0217, relative à la réalisation d'un projet de défrichement d'une parcelle pour plantation de vigne sur la commune de Le Muy (83), déposée par l'entreprise GFR Domaine de la Combe du Var, reçue le 27/10/2015 et considérée complète le 27/10/2015 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 02/11/2015 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 51a du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, comprise entre 0.5 et 25 hectares et consiste à procéder au défrichement de la parcelle cadastrée C 0096 sur une superficie de 38 849 m² ;

Considérant que ce projet a pour objectif la culture de vignes en agriculture biologique ;

Considérant la localisation du projet :

- en zone naturelle ND du plan d'occupation des sols (POS), approuvé le 21/01/1991 et révisé le 29/06/2009,
- dans la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) n°83198100 "Bois de Palayson et Terres Gastes",
- jouxtant la ZNIEFF n°83100166 "Vallée de l'Endre et ses affluents",
- en zone de sensibilité moyenne à faible pour la Tortue d'Hermann et dans le domaine vital des aigles de Bonelli de "la Colle du Rouet", ces espèces étant protégées, menacées et faisant l'objet d'un Plan National d' Action,
- au sein du site Natura 2000 n°FR9312014 "Colle du Rouet", zone de protection spéciale relevant de la directive Oiseaux ;

Considérant les impacts du projet sur l'environnement, plus particulièrement sur la biodiversité ;

Considérant qu'en tout état de cause le défrichement en zone de protection spéciale doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur le site Natura 2000 n°FR9312014 ;

Arrête :

Article 1

Le projet de défrichement de la parcelle cadastrée C 0096 situé sur la commune de Le Muy (83) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de région. La présente décision est notifiée à GFR Domaine de la Combe du Var.

Fait à Marseille, le 10/11/2015.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour la directrice et par délégation,
L'adjointe à la chef d'unité évaluation environnementale

Sylvie BASSUEL

Voies et délais de recours

Décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Recours gracieux :
Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :
Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Commissariat général au développement durable
Tour Voltaire
92055 La Défense Sud
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :
Tribunal administratif de Marseille
22-24, rue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06
(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).